

CINÉMA

Ottawa porte un coup aux jeunes créateurs autochtones

Le studio Wapikoni mobile
est privé d'une aide
de près de 500 000 \$

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le Wapikoni mobile, ce studio ambulant de création audiovisuelle et musicale qui devait s'arrêter au cours des prochains mois dans 12 communautés autochtones du Québec, a dû mettre un frein à ses activités. Le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada a coupé les vivres sans avertissement à l'organisation à but non lucratif dont le travail a été maintes fois applaudi, a appris *Le Devoir*,

Manon Barbeau, fondatrice et directrice générale du Wapikoni mobile, est tombée des nues il y a trois semaines lorsqu'elle a appris que Service Canada venait d'opposer une fin de non-recevoir à une demande de subvention de 490 000 dollars, faisant capoter la 8^e année du Wapikoni mobile.

«Ce dont on est privé, c'est le cœur du projet, qui était cette maison des jeunes sur roues, ce studio ambulant sur roues qui allait vers les jeunes autochtones, qui roulait vers eux parce qu'ils en valent la peine», se désole la cinéaste.

Le motorisé flambant neuf équipé de *«matériel de pointe pour permettre aux jeunes d'être compétitifs»*, financé par le gouvernement du Québec, sera immobilisé à l'instar des deux autres véhicules qui sillonnent les communautés autochtones et qui font partager la passion du court métrage à des dizaines de jeunes.

L'équipe de direction du Wapikoni mobile, qui fait face à un manque à gagner de près d'un demi-million de dollars, a aussi dû se résoudre à réduire les semaines de travail d'une poignée d'employés et à rompre les contrats de travail de près de 20 coordonnateurs, d'assistants-formateurs et de formateurs originaires de différentes communautés autochtones, dans un contexte où les offres d'emploi ne foisonnent pas. *«Service Canada est supposé être là pour nous aider à créer des emplois. C'est vraiment paradoxal»*, lance Mme Barbeau, qui est toujours interloquée par suite de la décision de la sous-ministre

VOIR PAGE A 8: WAPIKONI

WAPIKONI

SUITE DE LA PAGE 1

adjointe des Ressources humaines et du Développement des compétences, Johanne Lamothe, de faire tomber le couperet sur le Wapikoni mobile alors que, selon nos informations, le bureau régional du Québec du ministère avait donné le feu vert à la demande de subvention. La décision de la sous-ministre adjointe témoigne d'*«une absolue méconnaissance de ce qui est en train de se faire»* dans les communautés autochtones du Québec qui accueillent le Wapikoni mobile, estime Manon Barbeau.

«Quand j'ai dit aux jeunes: "Je ne suis pas sûre d'aller dans vos communautés", leurs visages se sont défaits parce qu'eux, ces jeunes qui ont développé des compétences et qui commencent à penser en cinéaste, ont une raison de vivre, ils ont quelque chose à faire. Pour certains, c'est la bouée de sauvetage annuelle qui leur permet tranquillement d'avoir la tête hors de l'eau. Cela a un impact majeur [sur leur vie].»

Appel à la ministre Finley

Manon Barbeau exhorte la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, Diane Finley, à enjoindre à ses fonctionnaires de faire marche arrière, sans quoi le Wapikoni mobile devra faire une croix sur cette 8^e année et se tourner vers d'autres bailleurs de fonds. *«Ce qu'on souhaiterait, c'est que madame la ministre Finley révisé le dossier pour nous permettre, au moins, de nous donner cette année [la subvention] afin que les jeunes ne soient pas pénalisés et que nous ayons le temps de nous retourner»*, comme en appelle de tous ses vœux Mme Barbeau, qui a aussi sollicité l'aide de Christian Paradis, lieutenant politique du premier ministre Stephen Harper au Québec.

Eva Ottawa, grande chef du Conseil de la nation atikamekw, et Ralph Cleary, directeur général de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, ont joint leur voix à celle de la cinéaste. Ils demandent à Mme Finley *«d'intervenir d'urgence pour permettre au Wapikoni mobile de commencer ses activités le plus rapidement possible»*.

«Le Wapikoni mobile touche directement une clientèle à laquelle les organismes institutionnels ont peu accès, constituée de décrocheurs, de chômeurs, de jeunes ayant un emploi précaire ou d'étudiants à risque élevé de décrochage, comme le sont malheureusement trop de jeunes de nos communautés. Sa capacité de rejoindre et de mobiliser ces jeunes en fait un organisme unique en son genre qui leur donne le goût d'apprendre, les motive à surmonter les obstacles et les encourage à entreprendre ou à poursuivre un cheminement qui les prépare à relever les défis du monde du travail et à s'y intégrer», fait valoir M. Cleary dans une lettre qui a été transmise à la mi-juin au cabinet de la ministre et dont *Le Devoir* a obtenu copie.

Quelque 2000 jeunes ont été initiés au cinéma au fil des ans dans le Wapikoni mobile, réalisant pas moins de 450 films. Trois d'entre eux sont aujourd'hui à pied d'œuvre à Téléfilm Canada en train de plancher sur des longs métrages, alors que d'autres ont décroché des emplois enviables, notamment à Radio-Canada.

«On [Service Canada] ne veut plus de dérogation. Il faudrait, par exemple, que tous les jeunes trouvent des emplois tout de suite après qu'on est passé, alors qu'on sait que, quand on arrive, il y en a plusieurs qui sont soit toxicomanes, soit suicidaires, et qu'il n'y a pas d'emplois dans les communautés. Donc, ça se fait très progressivement. Ça finit par se faire, mais pas du jour au lendemain», explique Manon Barbeau.

Celle qui a fondé en 2002 le Wapikoni mobile, en collaboration avec le Conseil de la nation Atikamekw et le Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador, s'apprêtait à aviser, par le biais d'une lettre dans des journaux autochtones, les communautés qu'elles ne verraient pas venir la roulotte. *«Moi, ça m'arrache le cœur. Ce n'est pas un projet anonyme, je les connais, ces jeunes-là. [...] Je m'inquiète pour eux parce que c'est un gros morceau dans leur vie. Il faut que je leur parle pour leur dire que ce n'est pas à vie, en fait qu'on souhaite que ça ne soit pas à vie, et qu'on travaille très fort pour trouver des solutions avec eux autres»*, confie-t-elle au *Devoir*.

De leur côté, Santé Canada, qui finance des écoles d'hiver de la roulotte *«dans les communautés les plus à risque»*, Condition féminine Canada et Prévention de la criminalité Canada continuent d'accorder un soutien financier.